

Catherine GREZE  
Députée au Parlement Européen

**DEBAT CASTRES-TOULOUSE  
REVEL : 19 NOVEMBRE 2009**

**CONTRIBUTION**

En tant que Députée Européenne du Grand Sud-Ouest et habitante du Lauragais, je serai, bien entendu, présente au Débat public sur le projet autoroutier Castres-Toulouse. Aux côtés des associations qui se mobilisent depuis des années, après l'avoir fait sur le Contournement Est Toulousain, et de l'élu Vert de Revel, je rappellerai à cette occasion la position sans ambiguïté contre une liaison autoroutière et/ou à 2 X 2 voies, gratuite ou non.

Nous sommes aujourd'hui à moins d'un mois de l'ouverture des négociations mondiales de Copenhague sur le climat. Tout le monde sait aujourd'hui qu'il y a une urgence pour trouver des réponses face au réchauffement climatique qui va avoir des conséquences dramatiques en termes économiques, social et environnemental pour notre planète.

Les chiffres sont sans appel : 26 % des émissions de gaz à effet de serre sont dues au trafic automobile, dont 92 % aux camions !

L'Union Européenne s'est déjà engagée légalement à réduire ses émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 20 % d'ici 2020 et vient de prendre l'engagement ferme d'une réduction de 30 % pour les négociations de Copenhague. Le groupe des Verts au Parlement Européen est d'ailleurs moteur pour que l'Union Européenne s'engage encore plus loin, à hauteur de 40 %, et ce, dès avant les négociations de Copenhague.

Devant l'urgence climatique, la priorité de l'Union Européenne est donc de réduire des émissions d'origine routière. L'heure est aujourd'hui, et cela est un engagement partagé par tous les groupes politiques, et même par la Cour Européenne de justice, à réduire le tout routier partout en Europe. La Cour Européenne de Justice a d'ailleurs condamné dès 2006 le projet autoroutier via Baltica de Pologne aux Pays Baltes avec un trafic de 7000 camions par jour. L'Union Européenne a mis en œuvre un projet alternatif "Rail Baltica".

Et c'est dans ce contexte que certains nous proposent le projet absurde, à contre courant et totalement irresponsable pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants de relier Toulouse à Castres par.... 7 voix routières ! alors que la poursuite de l'aménagement de l'existant suffirait.

Là encore les chiffres sont sans appel : l'étude rendue expose un gain de 5 minutes (hors temps de passage au péage) avec une liaison autoroutière ou 2 x 2 voies. La question est donc est-ce que 5 minutes vont désenclaver une région et relancer une activité économique ?

Est-ce qu'un gain routier de 5 minutes peut être justifié face à l'urgence climatique ? est-ce qu'un gain routier de 5 minutes peut justifier les centaines d'hectares de bonnes terres

agricoles qui vont être sacrifiés ? Faut-il rappeler qu'une exploitation agricole ferme toutes les 3 minutes en Europe ? Veut-on être déficitaire en production alimentaire et importer notre blé ?

Ce combat pour l'autoroute est dérisoire. Il est d'un autre temps.

Le sud Tarnais a vu son activité économique baisser non pas du fait d'un manque d'autoroute, mais parce qu'à l'heure de la mondialisation, les entreprises sont délocalisées en Chine, en Inde pour le textile, en Europe de l'Est ou ailleurs pour les autres.

La condition du développement économique du Sud Tarnais ne passe pas par une autoroute : il passe par le développement d'un autre modèle économique, par une relocalisation de l'économie et des circuits courts.

Et ce sont bien là les orientations en Europe aujourd'hui.

**Catherine GREZE**  
Députée Européenne